



« Deux dangers ne cessent de menacer le monde : l'ordre et le désordre » PAUL VALERY

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Juillet
Août

2018 - N°69

1 €



Éditorial :

LA LUTTE POUR LA PAIX PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ

Une vague d'émotion a secoué la planète à propos de ces centaines de migrants trimbalés de l'Italie vers Malte et finalement reconduits vers l'Espagne. On pouvait voir à la une des grands médias des photos à émouvoir les plus endurcis de leurs lecteurs. Pourtant c'était justement ces grands médias qui avant-hier avaient soutenu l'agression contre l'Irak, hier celle contre la Lybie et aujourd'hui même celle contre la Syrie. C'est ainsi, en fabriquant non seulement le consentement de l'opinion publique vis-à-vis de ces lâches entreprises guerrières mais en arrivant à faire que cette opinion les soutienne qu'ils ont ouvert et suscité ces énormes vagues migratoires. Voilà comment les migrations qu'on attendait par effet du réchauffement climatique ont été devancées par celles produites par ces interventions militaires déguisées sous des prétextes humanitaires mais en réalité profondément néocolonialistes.

C'est dans ce contexte que notre capitale accueille le sommet de l'OTAN. Son secrétaire général a déjà annoncé que cette réunion sera l'occasion de « faire respecter l'engagement en matière d'investissements de défense pris ensemble en 2014 ». Il s'agit du diktat du pentagone qui oblige les membres de l'OTAN à attribuer pour le moins 2 % de leur PIB aux dépenses militaires.

Suite à cette injonction, 22 des 28 membres de l'Alliance ont augmenté leur budget de défense de plus de 3,8% entre 2015 et 2016 pour le grand plaisir du business de l'armement qui devient, un peu partout, le vrai décideur des politiques budgétaires de nos pays. Nous venons d'ailleurs de le constater chez nous avec ce véritable scandale d'État perpétré par nos autorités dans leur projet d'achat des avions de chasse où des éléments très importants du dossier

L'invitée du DR :

Samuel Legros : « Le terrain belge est depuis longtemps réceptif aux ingérences U.S. »

Martin Willems

Migrants (et navetteurs) de tous pays, unissez-vous

Bernard Lefevre

Réforme des pensions : reflet d'une fracture sociale

Clément Crucifix

Elections au Mexique : une sortie possible du modèle actuel ?

Marco Teruggi

Venezuela : une victoire dans une bataille qui ne s'arrête jamais

Paul-Emile Dupret

Les jeunes Colombiens veulent prendre le pouvoir

Jacques Kmiecik

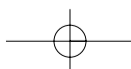
Pologne, l'anticommunisme à marche forcée

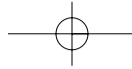
Marc Pierret

Mary Wollstonecraft, une femme révoltée

furent délibérément cachés dans le but d'assurer une dépense que rien ne justifie si ce n'est le souhait de favoriser encore les profits des marchands de canons.

Le rapport de février de cette année de la « Nuclear Posture Review » (Examen de la politique nucléaire américaine) contenait une annonce importante : l'administration américaine, plus exactement le Pentagone, prévoit l'utilisation de munitions atomiques de faible puissance pour faire face aux menaces existantes. Et il cite les politiques de la Russie et la Chine qui « cherchent à bouleverser l'ordre international ». Bombes miniatures qui ont l'avantage, pour leurs promoteurs, dans la mesure du possible hors de leurs frontières, d'en banaliser l'usage. Nous sommes prévenus ! ■





Samuel LEGROS*, « Le terrain belge est depuis longtemps réceptif aux ingérences U.S. »

La Coordination Nationale d'Action et pour la Paix et la Démocratie (CNAPD) est un organisme dont la raison d'être est de promouvoir la défense de la paix, de la justice sociale et de la démocratie en Belgique et partout dans le monde. Elle estime que la paix n'est viable que si les rapports entre les gens, leurs communautés, leurs États, sont fondés sur des rapports d'égalité démocratiquement établis. Inutile donc de souligner l'importance de son rôle dans le monde d'aujourd'hui et en particulier dans un pays comme le nôtre qui est le siège officiel d'une organisation comme l'OTAN dont la nature même est de caractère agressif. C'est justement à la veille du sommet de cette organisation qui aura lieu dans notre capitale ces 11 et 12 juillet, que nous avons cru opportun d'interroger Samuel Legros, son chargé de recherche et de plaidoyer politique.

Le Drapeau Rouge.- Chaque sommet de l'OTAN laisse une trace marquante. Lors de celui de 2014 à Newport et sur ordre du Président Obama, par ailleurs Prix Nobel de la Paix, injonction fut faite aux pays membres d'attribuer, au moins, l'équivalent du 2% de leur PIB aux dépenses militaires. Lors de celui de 2016

* chargé de recherche de la CNAPD

à Varsovie, l'OTAN a décidé d'installer des forces militaires dans les pays baltes et en Pologne et de développer et renforcer le système anti-missile. Au sommet du 2017 l'OTAN s'agrandit encore avec l'adhésion de Monténégro et décide qu'elle participera à la Coalition internationale contre l'Etat Islamique, manière de s'impliquer dans le conflit syrien. Où en sommes-nous dans la mise en œuvre de ces décisions et qu'attendez-vous du sommet actuel ?

Samuel Legros .- Jusqu'à maintenant et depuis la dissolution du Pacte de Varsovie, les différents sommets de l'OTAN ont été autant d'occasions pour elle d'élargir son concept stratégique qui liste les menaces auxquelles l'alliance entend se prémunir ainsi que les moyens qu'elle entend mettre en place pour y arriver. Un concept stratégique toujours plus éloigné de ce pour quoi l'OTAN a été créée et de sa base légale, l'article 51 de la Charte des Nations unies. En mobilisant une définition abusive de la « défense » du territoire et de la « sécurité de la zone euro-atlantique », l'OTAN avance des motifs de plus en plus variés pour justifier, a priori, sa présence militaire mondiale. Nous n'attendons pas de changement majeur de ce côté-là.

En ce qui concerne les moyens, on peut noter la volonté, constatée lors des derniers sommets, de développer la déployabilité rapide de contingents de l'OTAN (volonté surtout amorcée lors du Sommet de Chicago de 2012), notamment via la NRF (la *Nato Response Force*), dont l'objectif est de remplir des « missions de sécurité collective ou de gestion de crises, sans limitation géographique d'intervention ». Le sommet de 2014 a

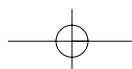
ainsi prévu le triplement des effectifs de la NRF, passant de 13 000 à 40 000 soldats. Son délai de mobilisation varie de 5 à 30 jours (avec capacité de se maintenir entre 30 et 60 jours), bien loin évidemment du délai raisonnable pour permet-

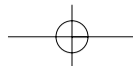
tre les débats nationaux sur la légitimité et la légalité du déploiement d'une telle force. Notez qu'en 2016, la Belgique mettait à la disposition de la NRF, plus de 1000 militaires, un bataillon des forces spéciales, 6 avions de combat F16, 2 hélicoptères et un chasseur de mine.

À notre avis et comme vous le soulignez, l'essentiel du

sommet de juillet tournera autour de l'engagement pris par chaque État membre en 2014, de consacrer au minimum 2% de leur PIB aux dépenses militaires. La Belgique est manifestement en train de préparer son bulletin puisque le gouvernement actuel a déjà engagé plus de 4 milliards d'euros d'investissements en matériel militaire (hélicoptères, avion ravitailleur, drones, véhicules blindés, frégates, chasseurs de mine, etc). Et manifestement, Il espère aussi avancer sur le dossier du remplacement des F16 d'ici au sommet.

Le DR.- L'agence Belga informe que, ce 1^{er} juin, Kay Bailey, ambassadrice américaine auprès de l'Otan, s'est permis de conseiller à la Belgique de « dépenser plus en armements » faisant allusion notamment au projet d'achat d'avions de chasse américain F35. Geste devenu courant de la diplomatie américaine, dans le but de favoriser leur industrie de l'armement. Intromission grossière qui s'ajoute à la lettre que le Général J. Mattis, ministre de la Défense des États-Unis, a envoyée début janvier à son





confrère belge Vandeput lui recommandant ouvertement le même avion. Ne pensez-vous pas que ce sommet sera l'occasion d'imposer à notre gouvernement la proposition de l'avionneur américain Lockheed Martin ?

S. L.- En tant que tel, je ne pense pas. Le terrain belge est depuis longtemps réceptif à ces intrusions. L'armée belge, et un large spectre politique en Belgique, a toujours marqué sa préférence pour l'avion de Lockheed Martin. L'évolution du dossier de remplacement des F16 n'a cessé de le mettre en lumière. Les biais ont même été dénoncés par un autre constructeur américain (boeing), avant qu'il se retire de la course.

Par contre, s'il devait y avoir une évolution dans le dossier du remplacement des F16 de l'armée belge avant la prochaine campagne électorale, c'est probablement dans le cadre du sommet de l'OTAN qu'elle sera annoncée.

Le DR.- Si à ces pressions s'ajoute le rapport, délibérément caché, de l'avionneur américain informant qu'en fait il n'y avait aucune urgence de remplacer les actuels avions F-16, ne croyez-vous que nous sommes devant un véritable scandale d'État ?

S. L.- Oui. Sans pouvoir malheureusement pointer le lieu véritable du scandale (le cabinet du ministre de la « défense » ? l'armée ?). Le seul point qui n'a que rarement fait débat sur la place publique, c'est bien le « fait » qu'il faille remplacer les F16. C'est cette question-là qui a été kidnappée au mois d'avril dernier, avec les moyens que le gouvernement a mis en place pour biaiser les débats parlementaires. En toute impunité d'ailleurs, puisqu'aucune responsabilité politique n'a été prise.

Le DR.- Ne croyez-vous pas que cette affaire mérite une très large mobilisation de l'opinion publique pour faire opposition à ce projet néfaste ? Où en êtes-vous dans vos contacts avec le monde syndical, politique, associatif, de la jeunesse ?

S. L.- Nous avons créé une plateforme nationale « Pas d'avions de chasse – Geen gevechtsvliegtuigen », au lendemain de la formation du gouvernement de Charles Michel. À ce moment, la très grande majorité des partis politiques,

dans la majorité et dans l'opposition, étaient en faveur du remplacement.

Aujourd'hui, 133 associations composent la plateforme. Elles sont actives dans tous les secteurs associatifs en Belgique. Jusqu'à maintenant, par contre, nous n'avons toujours pas réussi à être soutenus par les syndicats nationaux malgré plusieurs tentatives.



**PLATEFORME
PAS D'AVIONS DE CHASSE**

La plateforme a proposé de nombreuses initiatives de mobilisation, dont une manifestation nationale en avril 2016 et une pétition qui a recolté 37.000 signatures. Celle-ci a notamment été envoyée au Premier ministre. Il n'a même pas accusé réception.

Le DR.- On entend, y compris dans les forces progressistes, des arguments de nature technique et/ou économique contestant l'achat des F-35. Ne croyez-vous pas que le refus de cet achat doit être surtout d'ordre politique ? Le rejet d'une politique internationale militariste dépendante des intérêts et pratiques des industries de l'armement bien plus que sur les logiques de négociations et compromis ?

S. L.- Dans le meilleur des mondes, oui. Mais je pense qu'il faut être conscient de la manière dont le discours se structure et se perpétue sur la question.

À mon avis, on peut constater une forme de consentement tacite en Belgique vis-à-vis des différentes interventions de nos F16 à l'étranger et sur l'engagement militaire de la Belgique en général. En tout cas pas une opposition. Il faut donc pouvoir attirer l'attention du plus grand

nombre avec des arguments qui touchent directement la réalité vécue. Faire la comparaison entre le montant de ces investissements et les coupes budgétaires drastiques qui sont opérées dans tous les autres services publics, comme le fait la plateforme « pas d'avions de chasse », permet, par son caractère presque surréaliste, d'élargir la mobilisation contre ce remplacement et d'introduire la question de la conduite guerrière des relations internationales.

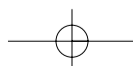
Cela étant, pour nous, ces arguments économiques sont avant tout des arguments politiques. Si l'on veut travailler à la paix et à la stabilité (ce que le gouvernement prétend toujours faire quand il intervient militairement...), il faut lutter contre les causes de la violence, et certainement pas travailler à aggraver les conséquences. Les causes de la violence sont à chercher dans l'exclusion, dans le manque de dignité, dans l'absence de droit, dans l'absence d'État. C'est le sens de l'adage historique du mouvement de la paix, « désarmer pour développer ».

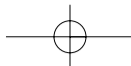
La CNAPD reste très attentive et mobilisée contre le poids toujours plus grandissant du complexe militaro-industriel. C'est par exemple très clair dans les développements récents de la politique européenne de sécurité et de défense commune (PESD).

Le DR.- Fin avril, la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, bombardaient des centres de fabrication de produits chimiques en Syrie comme punition de l'attaque aux armes chimiques prétendument menée par l'armée syrienne. Aucun parlement de ces pays ne fut consulté pour une telle opération guerrière et ladite « punition » eut lieu sans avoir le moindre commencement de preuve des responsabilités du pays agressé. Le président Macron a justifié par après cette intervention disant qu'elle fut le fait de la « communauté internationale ». Ne pensez-vous pas que nous sommes face à un abus de langage et que trois individus ne font pas la « communauté internationale » ?

S. L.- C'est évident. Sauf à dire qu'il existe plusieurs communautés internationales.

La communauté internationale est celle qui garantit et promeut le droit international et le multilatéralisme. Ici, ces trois





pays font fi des mécanismes multilatéraux de résolution des conflits. La même chose peut être observée dans les obstacles qui sont mis au travail de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) depuis la première attaque chimique en Syrie.

Plus généralement, on constate de plus en plus un défaut de diplomatie dans la conduite des relations internationales. Celle-ci n'étant plus envisagée dans un objectif de règlement des différends et des conflits, mais de plus en plus comme un moyen pour exprimer les divergences, comme première étape dans une escalade vers davantage de conflictualité. Pensons par exemple, à la fermeture précoce de l'ambassade de Belgique à Damas, mais aussi au non-respect des pourparlers entre Mouammar Kadhafi et l'Union africaine, à la violation des accords politiques yéménites précédant l'intervention militaire dirigé par l'Arabie saoudite, ou encore, plus récemment, aux multiples renvois de diplomates suite à l'empoisonnement d'un espion russe en Angleterre ou le retrait américain de l'accord nucléaire avec l'Iran.

Le DR.- On pourrait ajouter qu'il s'agit d'un abus de procédure car normalement les punitions doivent suivre les preuves et non pas les précéder...

S. L.- Et les punitions doivent être conformes au droit international. Sans cela, on ne peut s'indigner de ce que les autres fassent la même chose. Il faut aussi que ces « punitions » soient rendues par les institutions qui ont la légitimité pour le faire.

Le DR.- - Au-delà du dossier des avions, et des frappes à l'emporte pièce, il y a le comportement criminellement répressif du gouvernement israélien vis-à-vis des populations palestiniennes. Quelle est la position de la CNAPD à ce sujet ?

S. L.- Le travail de la CNAPD consiste surtout dans le soutien qu'on peut donner, notamment, à l'une de nos associations membres, l'Association belgo-palestinienne. Cela étant, nous prenons position et mobilisons régulièrement sur la question. La CNAPD soutient indéfectiblement le droit à l'autodétermination du peuple

palestinien. Elle appelle à une paix juste et durable entre ces deux pays, sur base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine. Nous appelons évidemment à la fin du blocus inhumain sur Gaza, où une population tente de survivre à l'étranglement (nous avons notamment une animation sur la question effrayante de l'eau) et nous condamnons fréquemment l'impunité dont jouit Israël, dans sa colonisation rampante de la Cisjordanie ou quand elle détruit des bâtiments dont la construction est financée par la coopération technique belge... La CNAPD soutient la campagne internationale « Boycott Désinvestissement Sanctions » et la campagne belge « Made in illegality » qui appelle la Belgique à stopper ses relations économiques avec les colonies israéliennes.

Et permettez-moi d'ajouter que la CNAPD soutient aussi une autre lutte pour l'auto-détermination et de décolonisation qui mériterait toute l'attention médiatique : celle du Sahara Occidental. ■

Propos recueillis par Vladimir Caller

Bombardez les parlementaires fédéraux, avec des courriels sur le CETA !

CETA, l'accord de libre commerce et d'investissements entre l'Union Européenne et le Canada, a été signé en 2017 malgré des protestations larges et d'une rare intensité. L'accord est partiellement d'application depuis le 21 septembre 2017, mais il est encore possible de l'arrêter. L'application complète et définitive du CETA ne sera possible qu'après la ratification du traité par la totalité des 38 parlements en Europe, dont 7 en Belgique. Il suffit qu'un de ces 38 parlements refuse, pour que le traité soit torpillé. En Belgique, la plupart des parlements ne se pressent pas. Le Gouvernement fédéral a soumis toutefois d'ores et déjà la proposition de ratification au Parlement. Cela sera discuté dans les semaines à venir et possiblement approuvé, à moins que des

protestations massives ne puissent convaincre les parlementaires de ne pas le faire.

Le temps manque pour des manifestations de masse. Nous pouvons toutefois bombarder les parlementaires avec des courriels. Comme en atteste le passé, de telles actions massives peuvent faire changer d'avis les parlementaires. Ce fut le cas lors de la discussion sur ACTA (traité concernant la protection des droits de propriété intellectuelle) au Parlement Européen en 2012.

Chaque citoyen peut apporter son grain de sable en envoyant un courriel aux parlementaires. Ceci peut facilement ce faire via les liens ci-contre :



<http://directory.wecitizens.be/fr/campaign?id=17>

Rien ne vous empêche de vous adresser également aux parlementaires fédéraux néerlandophones via <http://directory.wecitizens.be/nl/campaign?id=16>

Info: M. Vanhoorne, Coordinateur du Forum Gauche Ecologie (www.lef-online.be) michel.vanhoorne@ugent.be





Le bloc-notes du DR

Vladimir Caller

LE FOOT, LE CIRQUE, LA DIGNITÉ

Des milliards d'euros d'investissements bien rentables autour de la coupe du monde de foot; les médias unanimes pour fabriquer un cirque planétaire qui fasse rêver des masses par ailleurs victimes des politiques de ceux-là mêmes qui organisent le show via leurs affidés. Dans un moment de lucidité, Jean-Luc Mélenchon avait su résumer sociologiquement le scénario : « *Des smicards et chômeurs qui regardent des millionnaires taper sur un ballon* » pour, par après, électoralisme oblige, se dire fan de l'Olympique de Marseille.

Il était pourtant si beau ce sport collectif fait d'efforts associés et d'attachement à un club, un maillot, pourquoi pas à une représentation nationale. Il fut un temps où arriver à faire partie d'une équipe impliquait des renoncements. Gangrené par la religion du profit tout a changé maintenant. La ligue de foot français annonce que si la sélection du pays arrive à avoir la coupe, les joueurs auront une prime de 300 000 euros. Montant qu'un ouvrier de ce pays, payé au SMIC, pourrait empocher après 17 ans entiers de travail.

Mais il y a eu, et espérons-le, il y aura toujours, d'autres gestes de dignité et de courage, y compris politique, dans la pratique de ce sport. Songeons à ces joueurs d'origine algérienne quittant l'équipe de France pour former l'équipe clandestine du Front de Libération Nationale d'Algérie. Songeons à Johan Cruyff qui, lors du mondial de 1978 en Argentine, se refuse à serrer la main du Général Videla alors dictateur de ce pays. Ou au Chilien Carlos Caszely qui ayant eu le même geste avec Pinochet, dut fuir le pays tandis que sa mère était arrêtée et maltraitée par les nerfs du régime.

Souvenons-nous aussi de cet après-midi du 21 novembre de 1973 au Stade national du Chili lorsque la sélection de ce pays bat 1-0 la sélection de l'Union soviétique. Ce fut un match unique dans l'histoire du ballon rond puisqu'il ne dura que 2 minutes 20 secondes. Et pour cause : après le

coup de sifflet de l'arbitre ouvrant le match, l'avant centre chilien fait une passe à son ailier droit qui la renvoie et ainsi de suite jusqu'au filet du but de l'adversaire sans rencontrer la moindre opposition. L'équipe soviétique n'était pas présente parce que l'URSS avait refusé de jouer dans un stade devenu le camp de concentration de la dictature de Pinochet et qui s'était vidé de ses victimes le temps de la « rencontre ». C'était, en effet, un autre temps.

TOUCHE PAS A MON SIONISME

Deux bateaux de la flottille internationale de la liberté censés aller vers la Méditerranée pour, avec d'autres embarcations, dénoncer le blocus inhumain de la bande de Gaza et apporter leur soutien



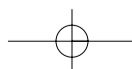
aux pêcheurs de Gaza victimes des exactions quotidiennes de la marine israélienne devaient accoster pour quelques moments sur les quais de la Seine à Paris où une modeste foule de sympathisants de la cause palestinienne les attendait. Peine perdue, la police fluviale de la Préfecture de Paris les a empêchés par la force d'accoster, ce 17 juin, par ordre du Ministre de l'Intérieur français. Pourtant, ces bateaux se sont promenés, et ont accosté, sans encombre lorsqu'ils ont traversé la Belgique et les Pays Bas.

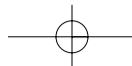
Quelques jours avant, le 11 juin, le maire communiste de Bezons, en région parisienne, inaugurerait deux plaques, en français et en arabe, commémorant la Nakba (« catastrophe » en arabe), synonyme d'exode pour des centaines de milliers de Palestiniens après la création d'Israël en 1948. C'est alors que le jour même, le CRIF

(Conseil Représentatif des Institutions Juives de France) s'est adressé au Ministère de l'Intérieur français pour « *dénoncer cet acte qui encourage les violences antisémites* » et exiger que les dites plaques soient retirées sans tarder. Ce fut, en effet, sans tarder que le Préfet du Val d'Oise s'est adressé au maire de Bezons, et lui a intimé l'ordre de retirer les plaques « *dès la réception du courrier* » sous prétexte qu'en les plaçant il avait rompu avec le « *principe de neutralité républicaine dans le domaine international* ». Satisfait, le CRIF faisait savoir sur son site internet que « *les plaques seraient retirées dans l'après-midi* ». Ainsi, lorsqu'on observe le pouvoir que détient ce lobby des intérêts sionistes, on ne peut que comprendre la question de l'universitaire juive française et sénatrice écolo Esther Benbassa lorsqu'elle se demandait à propos du CRIF « *...s'il n'est pas plutôt le porte-parole d'Israël en France, comme une seconde ambassade de ce pays* »¹. Elle faisait partie d'ailleurs du groupe de sympathisants qui voulaient accueillir les bateaux que le CRIF et l'État français ont empêchés d'accoster.

On comprend aussi mieux le poids de ces influences lorsque le président français recevait Benjamin Netanyahu, ce 5 juin, avec des gestes presque aussi chaleureux que ceux qu'il avait eus pour Donald Trump et de déclarer à la fin de leur conversation que s'il fallait garder l'accord avec l'Iran sur le dossier iranien « *il fallait l'améliorer et le compléter* » avec d'autres clauses visant ainsi le rôle de l'Iran en Syrie et ses efforts pour renforcer sa capacité défensive. Ainsi, dans la logique de Macron, Israël peut impunément bombarder les positions syriennes, en particulier lorsqu'elles se préparent à attaquer les forces djihadistes -il vient de le faire encore une fois ce dimanche 17.6 confirmant ainsi l'alliance islamo-sioniste- et peut accumuler plus de 200 bombes atomiques pour assurer sa vocation expansionniste mais son voisin iranien, lui, ne doit pas bouger et regarder sans broncher des menaces qui grandissent. ■

¹ Libération, 07.02.2010





Migrants (et navetteurs) de tous pays, unissez-vous !

Martin Willems, Secrétaire permanent CNE

La question des migrations est la question sociale la plus importante de notre époque. D'abord parce qu'elle est le prétexte à une remontée fulgurante du fascisme, dont on sait que sous couvert de privilégier une race ou une nation, il ne vise qu'à réinstaller l'exploitation et la domination la plus crue, et que sa logique inégalitaire conduit à l'extermination des « indésirables ». Ensuite parce que la migration économique est la seule liberté et le réflexe naturel du travailleur prolétaire, qui n'a que son travail à offrir et va là où il peut le vendre. Vouloir se prémunir des migrations économiques, c'est cautionner qu'on enchaîne encore un peu plus les travailleurs et c'est accepter de laisser le grand capital organiser à sa guise les « bassins d'emploi et de main-d'œuvre », comme des camps de travail géants.

Les migrations dopent la montée du fascisme

En quelques années, une vague de politiciens se revendiquant du nationalisme et de la droite dure submerge l'Europe, entre dans plusieurs gouvernements, renverse des situations que l'on croyait irréversibles (Brexit), gagne en popularité et oriente les priorités politiques. Cette flambée est alimentée par la question migratoire, le repli nationaliste contre une « invasion » de miséreux qui viendraient

pillier nos emplois, notre système social et notre niveau de vie. Des mesures ouvertement xénophobes sont prises partout. Au désespoir des gauchistes, le rejet de l'Europe se nourrit moins de ses politiques austéritaires et antisociales, que de sa prétendue incapacité à fermer ses frontières contre les invasions « barbares ». Tout doucement mais sûrement, les logiques en place nous conduisent vers l'extermination. Car à ces migrants on impose déjà un parcours du combattant à défaut d'organiser proprement leur voyage et leur accueil. Parcours dans lequel une proportion non négligeable d'entre eux se fait battre, violer, kidnapper ou meurt noyé. Nos pays paient des états-tampons pour les retenir, même si cela signifie les incarcérer. Lorsqu'enfin ils arrivent ici, quelques-uns seulement sont accueillis, les autres sont refoulés.

Se déplacer pour travailler est commun à tous les travailleurs

Revenons aux travailleurs. Tout travailleur est, par définition, un migrant économique. Parce qu'il n'a que sa force de travail à vendre pour survivre, il va là où cette force de travail est utile à l'entreprise. Qu'il soit navetteur et aille chaque matin de Namur à Bruxelles, qu'il soit transfrontalier et travaille au Luxembourg, qu'il ait été « invité » de Sicile dans les charbonnages wallons ou qu'il vienne de Syrie ou du Pakistan, la démarche est toujours la même : aller là où on pourra vendre son travail le mieux possible pour vivre la meilleure vie possible. La marque du temps c'est que le travail devient de plus en plus instable et que l'on circule de plus en plus, de sorte que se déplacer longtemps et loin pour aller travailler est la norme plus que l'exception.

Nous parlons bien de migration ÉCONOMIQUE. Il est devenu habituel, même à gauche, de plaider pour une liberté de migration humanitaire, pour le droit d'asile, mais de fermer pudiquement les yeux sur les restrictions aux migrations dites économiques, qui seraient, elles, moins légitimes. Certes il y a une différence, mais elle n'est que d'urgence, entre

devoir quitter son pays pour échapper aux bombes et devoir le quitter pour échapper à la faim et à la misère. Toutes deux sont des formes d'oppression desquelles le travailleur doit se libérer, et que le projet communiste se propose d'éradiquer à l'échelle du monde.

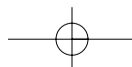
Les capitaux sont plus libres de circuler que les personnes

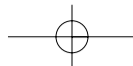
D'ailleurs, pourquoi dans ce monde « libéral » qui promeut la liberté de circulation des capitaux, où l'on accueille à bras ouverts un étranger qui vient investir son capital dans notre pays (parce qu'il pense que cet investissement lui rapportera plus ici que chez lui), ne valorise-t-on pas tout autant le travailleur étranger qui se propose de venir investir sa force de travail chez nous (parce qu'il espère qu'elle sera mieux valorisée ici que chez lui) ? Entre travail et capital, toujours deux poids et deux mesures.

La question identitaire n'est qu'un prétexte. Les chantres de la fermeture des frontières entendent barrer la route aux migrants. Pas fermer leurs frontières aux marchandises ou aux capitaux. Si on invoque la peur que d'autres cultures nous submergent avec les migrants, personne par contre ne se plaint que ce qui fait notre quotidien culturel, nos smartphones, nos films et chansons, soient tous réalisés sur d'autres continents.

Le migrant voleur d'emploi

Bien sûr il y a la crainte des travailleurs d'ici que des migrants leur fassent concurrence sur le « marché » de l'emploi. Dit crûment par les attiseurs de haine : que des migrants viennent leur voler leur emploi. Mais si cette crainte émeut, pourquoi n'est-on pas autant déterminé contre celui qui délocalise ses usines ? Car 5000 emplois supprimés parce qu'une autre usine est créée ailleurs revient au même que 5000 migrants qui viendraient travailler ici. Si l'on peut porter au pouvoir le politicien qui promet de fermer les frontières et de rejeter vers l'Afrique les bateaux de migrants, pourquoi ne peut-





on porter au pouvoir celui qui promet de confisquer et de nationaliser toutes les unités de production qui seraient menacées de délocalisation ?

Répondre à cette préoccupation de la concurrence entre migrants et travailleurs d'ici, détourner les travailleurs du réflexe du repli nationaliste est un défi colossal. C'est le plus grand défi et le défi le plus urgent de tous les acteurs de progrès social, particulièrement des organisations syndicales, qui ont la possibilité de s'adresser au grand nombre des travailleurs.

Relocaliser l'économie, l'axer sur les besoins des personnes

Pour y répondre, il faut venir avec une vraie solution, pas se contenter de culpabilisations humanistes. Et revenir aux fondamentaux. La question de l'emploi ne peut pas être un « marché » organisé arbitrairement par les propriétaires des moyens de production, à leur seul profit. La situation actuelle revient à ce que ces privilégiés décident où et combien de travail-

leurs ils engagent, à ce qu'ils organisent une rareté de l'offre d'emploi, et à ce qu'ils laissent les travailleurs se disputer entre eux pour s'arracher ces « postes ». Mais dans une société orientée vers le bien et l'émancipation du plus grand nombre, l'organisation de l'économie (choix de ce qui est produit, où, en quelles quantités, comment et à quel prix) est fondamentale, tout autant pour des questions sociales que des questions environnementales et doit être contrôlée par le peuple et non par une élite économique de possédants. En organisant l'économie de manière équilibrée au niveau international, en cherchant à répondre aux vrais besoins de tous, au plus près de là où ils sont, en sortant d'une économie organisée à l'échelle mondiale selon une vision « impériale », où les ressources de la planète sont mobilisées pour drainer les richesses vers quelques centres de « l'empire occidental », le besoin du travailleur de migrer pour assurer sa subsistance disparaîtra naturellement.

Les migrations économiques à l'échelle du monde sont le symptôme du capita-

lisme impérial. Il faut éradiquer le mal et pas le symptôme. Une première mesure,



plus immédiate que la mise à bas du capitalisme, sera de fortement limiter la libre circulation des capitaux (et les limiter par exemple aux investissements de long terme). La liberté de volage du capital ne sert aujourd'hui qu'à s'accaparer les richesses économiques de l'étranger et rapatrier au plus vite les plus-values réalisées. Eviter les vagues de migration économique passe d'abord par couper les ailes à ceux qui prospèrent à piller les autres peuples. ■

Sans papiers et militant politique : la double peine

Marie-France Deprez

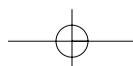
Cahit Zorel est un camarade d'origine turco-kurde, venu en Belgique comme beaucoup de migrants dans l'espoir de trouver un travail (voir article ci-dessus). Il a d'abord été pendant 11 ans, gérant d'un petit snack à Liège, puis après son mariage en 2014, il a déménagé dans le Limbourg. Sur les 17 ans qu'il a passés en Belgique, il a travaillé 15 ans. Antifasciste, il y est aussi devenu un militant politique opposé au régime d'Erdogan et c'est ce parcours de militant qui lui coûte aujourd'hui tant de difficultés. Après son mariage, sa situation ne s'est pas améliorée. Voyant sa dixième demande de régularisation rejetée par les autorités belges, il a décidé de réclamer de façon visible son droit au séjour. Et c'est ainsi que, depuis le 18 avril 2018, il organise un sit-in, du lundi au vendredi, de 11 à 14h, devant le bâtiment du Conseil du Contentieux des Etrangers à Schaerbeek (rue Gaucheret 92). C'est là qu'il a introduit un

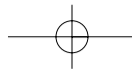
recours contre ce dernier refus. Il y continuera son action jusqu'au rendu du Conseil.

Chaque jour de nombreux militants viennent lui apporter leur soutien. Ils étaient nombreux aussi ce 13 juin (dont des personnalités comme Anne Morelli et Lieven de Cauter), lorsqu'il a comparu devant le Conseil du Contentieux des étrangers. Tandis que l'accusation émettait des considérations générales, l'avocat de Cahit a lui contré ces arguments en décrivant de façon précise et concrète les actes militants, toujours dans la légalité, de Cahit. À la fin de la session, ce dernier s'est exprimé en français soulignant que « si ce qu'il a fait avait été illégal, il aurait déjà dû être arrêté ! ». Il a aussi rappelé que le 7 juin, un intégriste pro-Erdogan l'a agressé au couteau, pendant son sit-in et a détruit son matériel. On peut se demander qui de Cahit ou de l'inté-

griste qui l'a agressé devrait faire face au Tribunal.

Outre notre soutien au camarade Cahit Zorel, en tant qu'organisation communiste en Belgique, une telle situation devrait nous inquiéter. Cahit Zorel, marié à une ressortissante belge a introduit une demande de régularisation dans l'intérêt des familles, mais il s'est vu répondre que « *Le danger pour la sécurité nationale justifie que les intérêts de l'Etat priment sur ceux de l'intéressé quant à poursuivre sa vie familiale en Belgique* ». On remarque donc que l'Etat belge criminalise des activités qui relèvent de la liberté de pensée et d'expression : une appartenance à un parti (le Front Populaire), des participations à des manifestations, à des concerts, des distributions de tracts, la vente d'un journal. C'est une telle conception grossièrement répressive qui a déjà conduit à l'extradition vers l'Allemagne d'Erdal Gökoglu en décembre 2017, qui conduit au refus de régularisation de Cahit Zorel aujourd'hui et qui conduira demain, qui sait, à la criminalisation de nos propres idées politiques. ■





Réforme des pensions : reflet d'une fracture sociale

Bernard Lefevre

Le défi démographique que doit relever l'Europe en ce XXI^e siècle donne lieu à des débats passionnés autour de réformes visant pour la plupart à allonger le temps de travail, afin de pouvoir financer notre système de sécurité sociale durablement.

Cependant, tout le monde n'est pas sur le même pied en matière d'espérance de vie, de conditions de travail et de pouvoir d'achat. Or, les réformes proposées (imposées) considèrent que tout un chacun doit travailler un nombre d'années donné, avant de faire valoir ses droits à la retraite et recevoir la pension à laquelle il a droit.

Pauvre petit pays riche.

En Belgique, le système actuel de pensions (salariés, indépendants, fonctionnaires) pêche par ses disparités et, surtout, par le faible montant de leur pension de retraite pour nombre de bénéficiaires. Ainsi, la pension moyenne des nouveaux pensionnés est de 1.181 euros pour un homme et 882 euros pour une femme. En outre, un retraité sur trois vit en deçà du seuil de pauvreté¹.

Dans un pays aussi prospère que le nôtre, possédant un système de protection sociale des plus développés dans le monde, ce constat fait tache. Et malheureusement, les idées des uns et des autres pour apporter des solutions aux problèmes constatés ne vont rien résoudre, en ce qui concerne en tout cas l'amélioration du sort des plus pauvres, victimes d'une société les ayant laissés pour compte ou d'interruptions d'activité au cours de leur carrière.

¹ *Les pensions en question, journal pédagogique publié par les trois grandes organisations syndicales, 2018.*

² *Le Monde diplomatique, Bouleversement démographique en Europe, Juin 2018.*

³ *Regards économiques, La pension à points : 5 principes pour plus d'équité dans les régimes de pension en Belgique, IRES, Mai 2018.*

⁴ *Le Soir, 12 juin 2018, Les Belges veulent fixer la pension à 1.615 euros*

⁵ *Le Soir, 16 juin 2018, Ne pas obéir, c'est ma philosophie.*

Les syndicats, incapables de se départir de leurs réflexes corporatistes, misent sur une fort aléatoire reconnaissance de la pénibilité de certaines fonctions pour limiter les dégâts. Mais quid des assimilations pour les périodes non travaillées pour celles et ceux qui, contre leur gré, sont entrés tard dans le monde du travail (N'oublions pas que le chômage des jeunes environne actuellement les 25 % de la population active) et/ou ont connu des périodes de chômage relativement longues dans leur parcours professionnel.

Et comment les plus défavorisés de notre société vont-ils profiter de leur retraite, qu'elle soit décente ou non, alors que l'écart d'espérance de vie entre les riches et les pauvres est de treize années ?²

Jane Fonda, égérie du ministre des pensions

Monsieur Bacquelaine, ministre des pensions, donne l'exemple de Jane Fonda pour illustrer la longévité dans la plénitude de leurs moyens des tempes grisonnantes. Il ne prend pas l'exemple de l'assistante familiale en maison de repos ou de la technicienne de surface (pour sacrifier à l'euphémisme de la novlangue du politiquement correct) qui ont le dos cassé à la cinquantaine ni de tous les autres soutiers d'un système qui écrase le plus grand nombre pour offrir un luxe de plus en plus indécent à un nombre restreint de privilégiés. C'est le retour des seigneurs et des serfs. Plus les gens seront nécessaires, plus il sera aisé de les asservir, de les exploiter.

Permettre à des retraités, via les flexi-jobs, d'augmenter un tant soit peu leurs revenus participe pleinement de cette tendance. L'ubérisation de l'économie aussi, avec de moins en moins de droits pour les travailleurs relevant du statut indépendant, alors qu'il y a bien lien de subordination entre l'employeur et eux. Et ensuite, le démantèlement des services publics, autre filet de sécurité pour les plus démunis, au profit du privé, lequel s'accapare les meilleurs morceaux et laisse aux pouvoirs publics, complices de la manœuvre, les activités déficitaires.

Enfin, la fraude et l'optimisation (encore un euphémisme) fiscales qui permettent aux plus riches, particuliers et entreprises, en toute impunité, de détourner des milliards d'euros, lesquels pourraient s'ils étaient légitimement perçus régler tous les problèmes de financement de notre sécurité sociale, y compris ceux des pensions et des soins de santé. Nous sommes ici dans le crime organisé et la non-assistance à personnes en danger.³

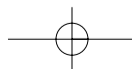
La nouvelle panacée

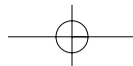
Pour le ministre des pensions et ses « experts », le tour de passe-passe de la pension à points va résoudre tous les problèmes de notre système de retraite actuel :

1. *La proposition belge de pension à points se veut un équilibre entre deux extrêmes :* Un système de répartition à la belge qui a montré ses limites et un système de capitalisation, à contributions définies, tel qu'adopté par certains pays scandinaves et de l'Est. *L'effort doit être partagé entre tous pour peser moins sur chacun. C'est un retour à l'esprit initial du système de répartition qui visait à « répartir » les risques entre générations.* Cette nouvelle panacée, selon ses défenseurs, présente l'avantage d'ajuster conjointement trois paramètres : la durée de carrière, le taux de contribution et le taux de prestations.

2. L'espérance de vie est liée au niveau de vie et d'éducation. Les experts belges estiment cet écart à 6 ou 7 ans ; les experts français à 13 ans (cf. supra). Nos deux pays seraient-ils si différents sociologiquement parlant ? Ils estiment que le fait de se référer à une durée de carrière et non plus à un âge de départ à la retraite rétablit ce déséquilibre, car ils considèrent, de leur tour d'ivoire, que les non-diplômés entrent plus jeunes dans la carrière que les « courageux » étudiants. Faudrait-il, à l'instar de Marx, les faire côtoyer les bas-fonds pour leur faire prendre conscience de la dure réalité ?

3. Un document de travail du Bureau fédéral du Plan montre que les pensionnés percevant une faible pension, les person-





nes faiblement qualifiées, et les femmes sont les gagnants de la réforme et que les pensionnés bénéficiant d'une pension élevée, les personnes hautement qualifiées, et les hommes sont les perdants. Les « gagnants » évoqués ici auront-ils droit à une pension leur permettant de mener une vie décente et les « perdants », compte tenu de leurs autres revenus (assurance-groupe, épargne, investissements en bourse...), seront-ils à plaindre ?

4. D'autres considérations comme la fin des « privilèges » des travailleurs du secteur public, la prise en compte de la *pénibilité réelle de certains métiers* ne méritent pas la contre-argumentation, tant l'analyse est médiocre et partielle.

L'étude de l'IRES (Institute of Economic and Social Research/UCLouvain) conclut sur les vertus des objectifs majeurs du système de pension à points : *mutualisation des efforts entre les générations,*

responsabilisation dans les choix individuels, correction des inégalités face à la longévité en mesurant l'effort contributif par la durée de carrière plutôt que l'âge, partage équitable entre actifs et pensionnés des ajustements nécessaires pour la soutenabilité financière du système. Autant d'éléments porteurs d'un véritable progrès social.

La sagesse populaire : remède à la bêtise arrogante des experts stipendiés

La population, dans sa grande sagesse pragmatique, celle du vécu quotidien et non celle des cénacles formatés, sait ce que devrait être une pension décente, ainsi qu'un âge raisonnable de départ à la retraite⁴. Ils fixent ces deux repères à 1.615 euros et à 62 ans. Nous voilà bien éloignés de toutes les études « savantes » et d'un gouvernement qui a fait de la retraite à 67 ans un modèle de modernité.

Le débat sur les pensions est non seulement sociologique, économique et idéologique, mais surtout démocratique. Combien de temps nos gouvernants, de quelque bord qu'ils soient, vont-ils ignorer le bon sens populaire ? Ils sont déjà discrédités, faudra-il qu'ils soient renversés pour prendre conscience de leur schizophrénie, de leur déconnexion des réalités de leurs électeurs ?

Nous terminerons avec cette citation de Christiane Taubira, remarquable femme pourtant tellement décriée par la nomenclatura « bien-pensante » quand elle était ministre : *C'est trop facile d'être entre soi. Nos sociétés s'assèchent autour de l'entre-soi. Si elles sont autant remises en cause, c'est parce qu'une majorité de la population est confrontée à cet entre-soi de reproduction sociale, cette culture des réseaux et de la cooptation*⁵. ■

Défendre les pensions, défendre son salaire.

Les organisations syndicales ont réussi ce 16 mai une large mobilisation sur le thème de la défense des pensions. Il faut voir dans ce thème un symbole. Celui de la résistance aux attaques du gouvernement pour diminuer encore un peu plus la part des richesses qui va aux travailleurs.

Les pensions sont un symbole à plus d'un titre. Comme part importante de la sécurité sociale, c'est le symbole de cette part socialisée du salaire, souvent mal comprise car peu visible, mais fondamentale, pour tous. Car nous aspirons tous, hauts comme bas salaires, à un jour pouvoir percevoir un revenu après avoir arrêté de travailler. Or la sécurité sociale, c'est le gros morceau auquel le gouvernement a l'intention de s'attaquer. Bart De Wever l'a clairement dit : "il n'y a plus que là qu'on puisse faire des économies substantielles". Or la sécurité sociale, c'est une part du salaire des travailleurs. En diminuer le financement (et donc, avec effet retard, les prestations), cela revient à diminuer le salaire des travailleurs et donc, dans le rapport travail/capital,

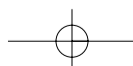
rémunérer encore un peu moins le travail pour que plus de richesses encore aillent aux détenteurs du capital.

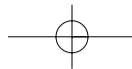
Les pensions, ensuite, sont de facto une forme de partage du temps de travail. Imparfait, certes, parce qu'elle n'est pas toujours adaptée aux besoins (certains préféreraient travailler un peu moins tout le long de leur carrière que ce système où l'on est pressuré pendant 40 ans, puis d'un coup totalement libéré de toutes prestations). Imparfait aussi parce qu'elle n'est pas toujours juste (certains groupes de travailleurs ont, du fait de leurs lourdes conditions de travail, beaucoup moins de chances de vivre une longue retraite en bonne santé). Mais au moins une forme de partage du temps de travail qui existe, parce qu'elle s'est imposée petit à petit et naturellement, par l'allongement de l'espérance de vie.

Reculer l'âge d'accès à la pension, c'est mathématiquement diminuer le salaire par heure travaillée de tous (puisque'il faudra travailler plus d'heures sur la vie pour un revenu total de

pension moindre). C'est donc, encore une fois, diminuer la part des richesses qui vont au travail (au travailleur, en compensation de son travail), au profit de l'augmentation de la part des richesses qui va au capital (au propriétaire des moyens de production).

L'actualité l'illustre d'ailleurs très clairement : alors que nous vivons depuis 10 ans (certains diront 35 ans) des politiques d'austérité, qui visent à réduire la masse salariale (que ce soit via la diminution des indemnités de licenciement, la diminution des droits au chômage et à la pension, la diminution des cotisations sociales qui sont une part du salaire) ; alors que les salaires stagnent, diminuent même en valeur depuis 10 ans (du moins les petits salaires), on voit parallèlement les dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires (les revenus du capital), se porter mieux que jamais et crever tous les plafonds. Le prix de l'immobilier monte aussi en flèche, et c'est aussi une autre forme de revenu du capital, tandis que l'augmentation des loyers est une diminution des salaires. Travail contre capital, l'équation est simple et éternelle, même si elle est un peu abstraite. Défendre les pensions permet de l'ancrer dans la réalité concrète de chacun d'entre nous. MW





Elections au Mexique : une sortie possible du modèle actuel ?

Clément Crucifix*

(Cette édition du DR était à l'impression lorsqu'ont eu lieu les élections présidentielles au Mexique mais les résultats en sont connus lorsque vous lisez cette présentation de la situation politique générale du pays et des options que ces élections pourraient susciter pour l'avenir de ce pays)

Ce 1^{er} juillet, les électeurs mexicains ont élu leur nouveau président. Le bilan du président sortant Enrique Peña Nieto est, pour le dire en un mot, désastreux. Son mandat a été marqué par d'innombrables scandales de corruption, y compris certains le touchant personnellement¹. Il a été également marqué par un déferlement sans précédent de cas de violence reflétant la profonde crise d'une société extrêmement inégalitaire où des segments importants de la population n'ont que la marginalité, dont notamment le négoce de la drogue, comme moyen de survie.

Lors de son mandat, Peña Nieto s'était engagé à mettre en place d'une série de réformes censées, via l'encouragement d'investissements étrangers et la dérégulation des lois sur la terre, stimuler la productivité de l'économie et réduire les fractures sociales du pays. En effet, la pauvreté au Mexique reste extrêmement élevée avec près de 45% de la population précarisée, alors qu'on estime que 10% de la population concentre près de 65% de la richesse nationale. Mais, en réalité ces mesures n'ont fait que privilégier les investisseurs, notamment étrangers, sans améliorer en rien la situation des pauvres. En ce sens, au-delà de ses promesses démagogiques, le président sortant n'a fait qu'obéir aux diktats du néolibéralisme et favoriser les intérêts de ses mentors. C'est ainsi qu'il a osé faire les premiers pas pour privatiser l'entreprise

PEMEX (Pétroleos Mexicanos), créée par le légendaire président Lázaro Cardenas lorsqu'il avait décidé la nationalisation du pétrole. C'est aussi pourquoi il voulait se lancer dans la construction d'un nouvel aéroport dans la capitale afin de favoriser, encore et toujours, le grand capital. On comprend alors la féroce campagne contre le candidat de gauche Andres Manuel López Obrador (dit AMLO) qui se propose de s'opposer à ces deux projets si significatifs.

Tout ceci a fait que durant les dernières années, en particulier lors d'une longue campagne électorale très agitée, le Mexique a, par moments, ressemblé à un volcan sur le point d'exploser. Dans ce contexte, le candidat de gauche Andres Manuel López Obrador est apparu comme le grand favori de ces élections à un seul tour. Donnant le ton de la campagne, il a polarisé l'attention de ses rivaux. Les thèmes de la violence, et de la corruption, de la justice sociale, d'une politique étrangère indépendante ont été au centre de sa campagne. Une victoire de la gauche pourrait être ainsi l'électrochoc capable d'amorcer une potentielle sortie du modèle actuel.

Drogue, violence, corruption...

Au-delà des scandales à répétition, la corruption a un rôle central dans les niveaux d'inégalité du Mexique; les plus grandes fortunes du pays (tel celle de Carlos Slim le magnat, entre autres, des médias et mentor des campagnes contre AMLO) ayant bâti leurs empires en capturant, à des fins privées, des pans entiers du secteur public et en profitant de la bienveillance et complicité de la classe politique. Par ailleurs, les deux principaux partis du pays, le PRI (Parti Revolucionario Institucional) et le Parti d'Action National (PAN), sont associés, dans l'esprit des gens à ce genre de pratiques. Et les candidats de ces partis, respectivement Meade et Anaya, ne dérogent pas à la règle. Contrairement à eux, malgré sa longue

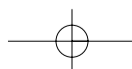
trajectoire politique (il a été longtemps maire de la ville de Mexico), AMLO a le mérite de n'avoir jamais été associé à des affaires de corruption et donc de jouir

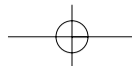


d'une crédibilité certaine lorsqu'il entend s'attaquer à ce fléau. Il a proposé notamment une réforme de l'article 108 de la Constitution (laquelle permettrait de juger un président pour corruption), et a été parmi les premiers à dénoncer les réformes promues par Peña Nieto comme un moyen pour la classe politique de profiter des contrats signés avec les entreprises privées.

Parallèlement à la corruption, la violence constitue l'autre grand fléau du Mexique. Depuis le début de la guerre contre le narcotrafic entamée par le PAN en 2006 sous la présidence de Felipe Calderón, on estime que près de 230.000 personnes ont été victimes de mort violente. Cette violence a une dimension structurelle et, au-delà des narcotrafiquants, a pénétré de nombreux secteurs de la vie politique et économique mexicaine. La disparition des 43 étudiants dans l'État de Guerrero en 2014 a démontré les liens entre crime organisé et les acteurs politiques. L'imbroglio autour de l'élucidation de cette disparition n'a fait que renforcer le sentiment d'impunité régnant autour de ces cas. Si le crime organisé représente une force qui dépasse, dans certains endroits, celle de l'autorité de l'État, il semble également bénéficier de la complicité de cette dernière. À ce propos, AMLO a été le

1. Sa femme a, par exemple, été accusée d'avoir acheté une mansion de plusieurs millions de dollars avec de l'argent public, alors que lui aurait reçu de l'argent de l'entreprise brésilienne Odebrecht en échange de contrats favorisant leurs intérêts.





seul à surligner les racines structurelles de cette violence, en estimant nécessaire de combattre les niveaux élevés de pauvreté, d'inégalité et de corruption qui en constituent le terreau.

Cette violence a des effets délétères sur la relation qu'entretiennent les citoyens avec l'État mexicain. En effet, face à l'incapacité de l'État de l'endiguer, plusieurs groupes dits d'auto-défense se sont organisés en milieu rural afin de la combattre. Répondant à la violence et aux extorsions quotidiennes, plusieurs de ces groupes jouent un rôle ambigu, luttant mais aussi reproduisant ces formes de violence. D'un autre côté, cette violence des uns et des autres nuit à la capacité de la société civile de s'organiser et de constituer un contrepoids face à l'État; les assassinats d'activistes sont légion. Dans ce contexte, les narcotrafiquants représentent pour certains citoyens des acteurs plus crédibles que les politiciens, et les seuls à se soucier de redistribuer une partie de leur richesse vers les secteurs les plus démunis.

AMLO, quel espoir représente-t-il ?

Cette crise de légitimité de l'État mexicain constitue sans nul doute un enjeu central de ces élections, mais aussi du mandat du futur président. Il est courant d'entendre les citoyens mexicains décrire les hommes politiques comme des individus cherchant à assouvir leurs intérêts économiques au détriment de l'intérêt public. AMLO a axé une partie de sa campagne autour de ce désenchantement vis-à-vis de l'État. Durant sa campagne menée aux quatre coins du Mexique, il a constamment utilisé une rhétorique d'identification avec le peuple (pueblo), en se différenciant de la caste politique jugée étrangère à la population. De plus, il a promis de réduire son salaire, ainsi que celui de ses proches fonctionnaires et de continuer à vivre dans son appartement, faisant du palais présidentiel un centre culturel public.

Toutefois, si ces différents éléments invitent à l'enthousiasme vis-à-vis d'AMLO, d'autres suscitent des doutes. En effet, suite à des défaites controversées lors des deux dernières élections présidentielles, il semble avoir placé par moments sa campagne sous le signe de la conciliation plutôt que de la confrontation. On l'a vu par exemple présenter comme futurs

ministres ou proches collaborateurs quelques personnalités venant des sphères proches des milieux politiques traditionnels ou des grandes corporations. Il a également fait alliance avec « Encuentro social », un mouvement conservateur sans thématiques sociétales. Comportements que l'on peut qualifier d'électorales et qui posent question quant à la capacité du parti de rompre avec les vieilles pratiques du monde politique mexicain. En ce sens, la stratégie d'AMLO semble avoir été celle de ratisser large et de lisser son image de personne de gauche parfois radicale. Face à sa candidature, les ripostes de l'opposition ne se sont pas non plus fait attendre. Jouissant du soutien des grands médias du pays (parmi lesquels Televisa et TV Azteca), celle-ci a cherché à agiter dans l'électorat la crainte d'une future récession économique en cas de victoire d'AMLO. De plus, plusieurs ont cherché à mettre en évidence ses liens avec la Russie, en plus d'affirmer que, si le candidat de gauche devait gagner, le Mexique souffrirait une crise similaire à celle du Venezuela.

Des problématiques un peu négligées dans la campagne.

Si les thèmes de la corruption et de la violence ont agité la campagne, d'autres problématiques – pourtant clés – sont davantage restées dans l'ombre. Le thème du modèle de développement économique constitue l'une d'elles. Encouragé par le président Peña Nieto, l'extractivisme et la dépossession des ressources naturelles par les entreprises privées nationales et étrangères sont de véritables problèmes en milieu rural mexicain. Malgré la violence et la criminalisation à leur rencontre,

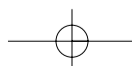
la société civile s'est organisée à différents endroits (tels que la municipalité de Cherán ou la Sierra Nord de l'État de Puebla) afin de résister à ces projets. De plus, alors qu'elle avait fait une entrée remarquée sur la scène publique avec l'émergence du mouvement zapatiste en 1994, la question indigène et les inégalités dont ceux-ci souffrent est aussi restée relativement en retrait des débats. Dans un contexte de renégociation des accords du Traité de Libre Échange avec le Canada et les États-Unis, AMLO a surtout centré son programme économique sur un encouragement de la production interne nationale et la substitution des importations trop coûteuses. Reste à voir quelle place occuperont les questions environnementales, indigènes ou fiscales dans ce modèle, ainsi que sa capacité à soutenir les combats de la société civile organisée.

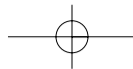
C'est donc dans ce contexte compliqué que les Mexicains auront dû choisir leur président. Malgré certaines interrogations légitimes, AMLO apparaissait pour une majorité de Mexicains comme le seul candidat capable de sortir le pays du statu quo, de mener un projet alternatif à celui de la vieille oligarchie mexicaine si acharnée à conserver et développer ses privilèges. Sa capacité de changement devra se mesurer à l'aune du champ de force dans lequel il s'inscrira en cas de victoire, entre des médias alliés au grand capital et aux partis traditionnels, en plus d'un secteur privé radicalement hostile à sa candidature. En cas de victoire, les défis seront dans tous les cas nombreux. Seul le scénario d'une fraude électorale – hélas très crédible pour les observateurs du pays et du monde – paraissait pouvoir menacer sa victoire. ■

Dernière minute

Les marchands de canons et faiseurs de guerre au Musée du Cinquantenaire !

Au moment de boucler cette édition, nous avons la confirmation que le gouvernement Michel s'est permis d'ouvrir les portes du Musée d'Art et d'Histoire aux participants au sommet de l'OTAN de ces 11 et 12 juillet. Pour ce faire, les plus importantes salles d'exposition de ce haut lieu de culture devront être vidées de leurs précieuses, et souvent très fragiles, pièces et ce en contradiction avec les normes élémentaires de protection qui devraient les entourer. On connaissait déjà la politique suivie de nos élites vis-à-vis du Pentagone et de l'OTAN dans le domaine de la politique internationale mais oser violer la nature même d'un lieu de culture pour accueillir les organisateurs du chaos du monde dépasse tout entendement. Espérons que les forces de la paix sauront faire connaître avec force leur dégoût pour cet affront fait à notre pays et à sa culture ! VC





Venezuela : une victoire dans une bataille qui ne s'arrête jamais

Marco Teruggi*

Nous devons gagner ces élections et nous l'avons fait. C'est la quatrième fois en moins d'un an. Ce qui a eu lieu en ces heures-là, c'était prévu : l'ennemi international, les États-Unis, l'UE, le Groupe de Lima ont multiplié leurs attaques, leurs menaces, leurs insultes. Nous savions que le 21 mai serait plus difficile que le 20, que chaque jour à venir le sera sans doute plus encore.

Gagner a un coût élevé surtout lorsqu'on est assiégé dans une guerre qui est entrée dans nos maisons, nos rues, nos subjectivités. Cette victoire augure un redoublement de la violence qu'ils ont déjà annoncé en toute impunité. Ce sentiment était déjà vif les jours précédant le vote et ce, tant chez les chavistes que chez les opposants. Pour les premiers c'était un motif de résister, d'empêcher que le pays ne soit livré à ceux dont on sait déjà jusqu'où ils peuvent aller. Pour les seconds, notamment pour ceux qui avaient appelé à l'abstention, c'était de conclure qu'il ne reste qu'une manière d'en finir avec le « chavisme », ce mouvement qu'ils réduisent à une masse de pauvres submergés par l'ignorance et les donations, à savoir : susciter l'effondrement économique et l'intervention étrangère. Nous savions que de nouvelles menaces viendraient de l'étranger. Ils les préparaient depuis qu'ils avaient décidé de désertir les élections. Ils augmenteront encore le blocus économique comme l'a déjà annoncé la Maison Blanche. Reste à savoir comment se traduira la non-reconnaissance internationale de la victoire de Maduro. Et s'ils s'embarqueront encore dans de nouvelles provocations.

Pourquoi avons-nous gagné ces élections ? Pour des raisons politiques et de conscience de classe. Nous nous sommes présentés en tant que force unitaire dotée d'un candidat ayant un discours démocratique

et cohérent avec l'histoire chaviste, soutenu par une large base sociale. On a pu constater la nature de classe de l'engagement en comparant la participation électorale selon le statut social des quartiers. Dans le quartier populaire de « La Vega » les électeurs furent bien plus nombreux et motivés que dans le quartier aisé de « El Paraíso ».

On a aussi gagné parce que les adversaires n'ont pas fait preuve de compétences suffisantes. Le candidat Henry Falcon par exemple, pourtant arrivé en deuxième position, n'a pas mesuré les conséquences de sa proposition hasardeuse d'adopter le dollar comme monnaie d'échange. Face à eux, Maduro était un véritable candidat, avec en plus, l'héritage du chavisme. La différence de quatre millions de voix entre eux, le montre bien. Cela dit, qui peut dire encore que Falcon était un candidat placé par le chavisme ? Mauvais perdant, incapable d'accepter sa défaite, ses appels désespérés pourraient attiser la violence.

En ce qui concerne la participation aux élections, on peut considérer que les 46 % constatés sont un résultat satisfaisant, dans la moyenne latino-américaine. À ce propos, un éclaircissement est nécessaire : l'abstentionnisme de la droite pilotée depuis l'étranger annonçait une fraude. Déjà les titres des journaux l'annonçaient avec anticipation. Par ailleurs, la participation mesurée par rapport aux paramètres nationaux permet d'autres conclusions. En premier lieu, la campagne de l'opposition abstentionniste, a eu un impact sur sa propre base sociale, et accessoirement, auprès d'une partie des électeurs chavistes, qui n'est pas allée voter. S'interroger sur pourquoi cela a été possible, nous obligera à trouver les réponses qui aideront à ramener vers le vote et la participation ceux qui s'en sont éloignés.

Face à cette situation nous avançons deux hypothèses, l'une est la situation matérielle très précaire des secteurs populaires et des classes moyennes appauvries qui

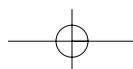
s'interrogent sur les réponses qui ont été données, ou non, pour faire face à leur situation. La deuxième concerne la pratique politique du chavisme, en particulier de sa direction, sa façon de faire de la politique vis-à-vis du sombre tableau des difficultés et de la régression matérielle.



Nous pouvons affirmer que le chavisme a obtenu le succès nécessaire, et mis à jour, en même temps, un mécontentement accumulé. Gagner dans cette situation économique et politique en dit beaucoup sur la victoire obtenue. La réponse à cette situation ne viendra pas seulement de Nicolas Maduro. Le chavisme dans son ensemble doit trouver les méthodes pour inverser cette situation. Que feront les partis politiques, les mouvements sociaux, les communes, les conseils des travailleurs, par exemple ? Faire porter la gloire et le malheur sur une seule personne n'est pas juste. Le chavisme a besoin de tout le chavisme pour faire face à cette situation.

Nous sommes à un nouveau tournant de la guerre que l'on nous a déclarée. Le 20 mai était indispensable pour le chavisme et on a obtenu la victoire malgré de grandes difficultés ; nous avons ainsi écrit une page de l'histoire. Mais nous sommes conscients qu'il n'y a pas, qu'il n'y aura pas de trêve : s'annoncent des redoublements programmés de violence économique, des nouvelles formes de provocation pour chercher à obtenir par la violence ce qu'ils n'ont pas obtenu par les urnes. ■

* Sociologue, franco-vénézuélien.
Traduction : Ronnie Ramirez



Les jeunes Colombiens veulent prendre le pouvoir

Paul-Emile Dupret

Jamais une campagne électorale n'a été aussi clivée et claire en Colombie, que lors de ces élections présidentielles de 2018. jamais une campagne pour les présidentielles n'a été aussi imaginative et vivante, jamais elle n'a suscité autant d'espoir.

D'un côté avec le candidat Ivan Duque, marionnette de l'ex-président Alvaro Uribe Velez, il y a un pôle dont on peut dire qu'il rassemble tous les politiciens corrompus de Colombie, dont un important pourcentage a des liens avec les escadrons de la mort, une bonne partie est liée aux mafias existantes dans le pays et tous cultivent l'impunité dont bénéficient les corrompus et les responsables des graves violations des Droits Humains. De l'autre côté, un candidat atypique, Gustavo Petro, accompagné d'une écologiste crédible, Ana-Maria Robledo pour le poste de vice-présidente. Petro a commencé sa campagne en n'ayant pratiquement rien, sauf son tout petit parti "Decentes" (Les décents). Pour créer sa coalition pour le second tour, il s'est allié avec le parti « Union patriotica », parti très décimé durant les années '80, mais aussi avec le parti MAIS (Movimiento Alternativo Indígena y Social), du mouvement indien. Peu à peu par son audace, sa sincérité, la coalition s'est amplifiée de manière spectaculaire.

Le premier tour des présidentielles avait donné la victoire à Duque, mais la gauche et le centre gauche ensemble, rassemblant le PDA et les Verts, avaient ensemble un nombre supérieur de voix. Malheureusement pour le second tour, le leader des Verts, Sergio Fajardo, et Jorge Robledo, leader de la gauche traditionnelle, le PDA, ont annoncé qu'ils voteraient blanc entraînant dans leur sillage un nombre indéterminé d'électeurs.

Comment expliquer le fantastique engouement pour un candidat de gauche comme Gustavo Petro, surtout de la part des jeunes ?

Il semble d'une part que le processus de paix avec les FARC a libéré le jeu politique colombien d'un repoussoir aisé pour la classe politique dominante. Il reste le repoussoir du cataclysme économique du Venezuela, mais Petro s'est clairement distancié de Maduro, affirmant que le tandem Duque-Uribe est plus proche du projet de Maduro du fait de sa dépendance au pétrole, alors que Petro prône le développement agricole et industriel. Il a également affirmé que Duque et Uribe pourraient eux aussi concentrer tous les pouvoirs et réformer les institutions comme ils l'ont, du reste, annoncé.

D'autre part, la droite uribiste qui soutient Duque a clairement déclaré qu'elle ne respecterait pas les accords de paix avec les FARC. Or ce processus a déjà apporté des bénéfices incontestables aux Colombiens et Colombiennes. En faveur du candidat de "Colombia Humana", on peut aussi noter le travail efficace effectué alors qu'il était maire de Bogota, avant d'être démis illégalement de cette fonction. La mortalité infantile était tombée à presque zéro, et la pauvreté extrême dans la ville avait baissé de plusieurs dizaines de pourcents. Il a aussi à son actif un programme moderne, de type éco-socialiste, promouvant la sortie de l'extractivisme, pour activer au contraire l'industrialisation et le développement agricole, l'imposition des grandes propriétés terriennes improductives, la gratuité de la santé et de l'éducation supérieure grâce à la récupération par l'Etat du système des pensions.

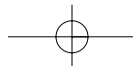
Enfin, l'engouement doit sans doute aussi émaner de la personnalité et de la trajectoire exemplaire de Gustavo Petro, son courage politique et sa clarté. Ancien guérillero du M-19, il a opté résolument pour la paix et la défense de la nouvelle Constitution adoptée en 1991 à l'issue du processus de paix mené avec ce groupe. Il avait eu le courage de s'opposer à la présence de l'armée américaine sur la côte

pacifique, il a été un pourfendeur des corrompus jusque dans son propre parti de l'époque, le PDA. Comme sénateur, il a mené un débat historique contre le paramilitaire et son principal promoteur, l'ancien président Alvaro Uribe.



Gustavo Petro avec sa fille le moment du vote

À l'heure d'écrire cet article, deux jours avant le second tour, on ne sait pas si la coalition Colombia Humana va vaincre la peur à propos de sa candidature instaurée par la droite, si elle va pouvoir vaincre les appareils politiques bien rodés à l'achat de votes, et va pouvoir être assez forte pour l'emporter malgré les multiples mécanismes de fraudes qui sont avérés. Mais une chose est sûre, la résistance des secteurs populaires a énormément progressé, à l'occasion de cette campagne politique, en s'unissant autour de cette possibilité de rejeter ensemble et massivement la caste des corrompus et criminels qui cherchent à tout prix à défendre l'impunité, elle a rendu espoir aux Colombiens et leur a fait prendre conscience qu'il y a un futur, qu'un autre pays, souhaité par une alliance très large, pacifique et créative, est à portée de main. Même si la droite l'emporte, cette fois ; même si elle impose son programme mortifère, elle aura devant elle un mur solide de citoyens et citoyennes, et notamment de jeunes, qui ont entrevu de très près l'espoir -et la force qu'ils ont ensemble-, de construire un pays qui pourrait se débarrasser de sa vieille caste corrompue criminelle et opposée à la paix, et construire un vrai futur, une Colombie conviviale et en phase avec les grands défis sociaux et environnementaux. ■



En Pologne, l'anticommunisme à marche forcée

Jacques Kmiecik

Au cœur d'une Pologne malmenée par l'extrême droite au pouvoir, le processus dit de « décommunisation » s'intensifie. La délégalisation du Parti communiste polonais (KPP) est désormais à l'ordre du jour

Depuis 1990 et la restauration du capitalisme outre-Oder, les dirigeants polonais adoptent des mesures dites de « décommunisation » : privatisation des entreprises publiques et des logements collectifs, fermeture d'usines, modification des programmes dans le domaine de l'enseignement de l'histoire visant à édulcorer le souvenir du mouvement ouvrier des XIX^e et XX^e siècles, lois de lustration de 1997 et 2007 interdisant l'accès à la fonction publique aux anciens « collaborateurs du régime », tentative d'interdiction des symboles communistes en 2009...

Réécrire l'Histoire

Une première vague de débaptisation de rues et places évoquant les grands noms du mouvement ouvrier (Marx, Lénine, etc.) affecte aussi le pays. Fleurissent alors les patronymes à la gloire de Karol Wojtyła, chef de l'Église catholique, du maréchal Jozef Pilsudski ou encore du général Wladyslaw Anders, croisé de l'anticommunisme... Depuis le retour au pouvoir à l'automne 2015 du parti « national-catholique », Droit et Justice (PIS) de Jaroslaw Kaczynski, cette campagne de démonisation de la Pologne populaire (1944 – 1989) redouble d'intensité.... L'objectif ? Effacer le souvenir de ses indéniables avancées sociales à un moment « où une majorité de citoyens polonais continue à considérer que son bilan est positif », fait remarquer l'historien Bruno Drweski. En septembre 2016 entrait ainsi en vigueur une loi interdisant toute référence au « communisme » dans l'espace public. Les collectivités locales ont alors eu un an pour se plier à cette exigence. Comme un « ministère de la Propagande » au service de la réécriture de l'histoire dans un sens ultranatio-

naliste et clérical, l'Institut de la mémoire nationale (IPN) établit une liste de noms à bannir de l'espace public. Y figurent des bâtisseurs de la Pologne populaire, mais aussi des résistants assassinés par les nazis, des participants aux brigades internationales en Espagne, des patriotes silésiens ou encore des militants socialistes d'avant 1917... Comme s'il s'agissait de « nier toute la tradition de la gauche radicale polonaise », souligne l'universitaire Pawel Sekowski. Parmi les militants communistes sur la sellette, Wincenty Pstrowski (1904 – 1948), ancien mineur de charbon en Belgique, élevé au rang de « héros du travail » par la Pologne populaire.

La mémoire de la Résistance affectée

À Walbrzych en Basse-Silésie où ont été rapatriés à la Libération des centaines de mineurs en provenance de France ou de Belgique, la municipalité a envisagé de débaptiser la rue « Burczykowski » du nom d'une famille de résistants ayant combattu le nazisme à Sallaumines dans le Pas-de-Calais. Le père est mort en déportation à Sachsenhausen et trois de ses fils ont été assassinés par les nazis ! Cette perspective a suscité un tel tollé dans le nord de la France que Walbrzych finit par renoncer à son projet. En Pologne même, des résistances se font jour. Ainsi la population de Gdansk se mobilise pour

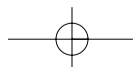
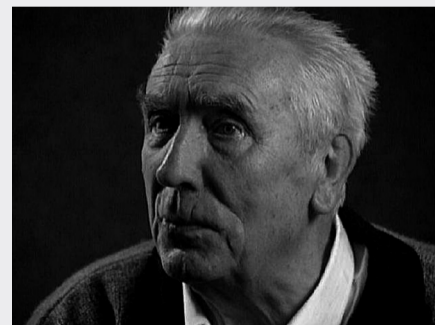
le maintien de la rue de la Brigade Dabrowski, une unité combattante qui a accueilli une majorité de volontaires polonais pendant la guerre civile en Espagne. Idem à Katowice pour le général communiste Jerzy Zietek (1901 – 1985), homme fort de la Silésie. À Sosnowiec, la population s'est prononcée par référendum contre la débaptisation du rond-point « Gierek » du nom de l'ancien dirigeant de la Pologne populaire.

Le KPP (Parti communiste polonais) en ligne de mire

Parallèlement, en dépit des accords liant la Pologne à la Russie, la destruction des monuments à la gloire des 600 000 soldats et officiers de l'Armée rouge qui ont libéré la Pologne du nazisme, prend désormais un caractère systématique... Enfin, trois dirigeants du KPP sont aujourd'hui poursuivis par la Justice polonaise sous prétexte de « promotion du totalitarisme ». L'odieux amalgame entre communisme et fascisme est de mise dans cette Pologne qui permet, dans le même temps, aux fascistes de parader en toute impunité ! Les militants communistes encourent une peine de deux ans de prison. Parallèlement, le ministère de la Justice a diligenté une enquête visant à apprécier la conformité d'avec la Constitution des activités du KPP, dans le but de l'interdire.. ■

Edward Gierek, fils du prolétariat français et belge

Il demeure une figure du mouvement ouvrier tant en Pologne qu'en France ou en Belgique où il a travaillé comme mineur de charbon. Arrivé dans l'Hexagone à l'âge de dix ans, Edward Gierek (1913 – 2001) y est expulsé en 1934 suite à une grève à la fosse 10 de Leforest (Pas-de-Calais). Il gagne alors la Pologne, mais rémigre trois ans plus tard, dans le Limbourg belge cette fois. Résistant au nazisme, ce militant communiste fait le choix en 1948 du retour en Pologne. Un pays qu'il dirigera de 1970 à 1980. En mai dernier, le tribunal administratif de Gliwice se prononçait en faveur de la débaptisation du rond-point « Gierek » à Sosnowiec où il repose. La municipalité devait faire appel de cette décision. Quant à la commune d'Auby (Nord), elle envisage de baptiser une rue à son nom, le 13 juillet prochain. Comme un pied-de-nez aux pratiques révisionnistes en cours en Pologne. JK



Mary Wollstonecraft, une femme révoltée

Marc Pierret

Issue d'une classe bourgeoise sur le déclin, Mary Wollstonecraft (1759-1797) fut précurseur à plusieurs titres des mouvements d'émancipation de femmes. N'ayant pas eu accès, comme la plupart des femmes de son temps, à un cursus éducationnel, elle, compense sa formation rudimentaire par d'abondantes lectures pour ainsi s'affranchir d'une famille soumise à la domination paternelle.

Mesurant le fossé qui la sépare du conformisme de la condition féminine, avec une amie et sa sœur, elle ouvre une école dans la banlieue de Londres dans le quartier de Newington Green, foyer de dissidents de l'Église d'Angleterre. Le décès de son associée l'oblige à cesser l'activité pour des raisons financières. Elle prend alors un emploi de gouvernante en Irlande où ses qualités de pédagogue sont reconnues. Cette courte expérience a alimenté son goût pour les choses de l'esprit et sa conviction qu'il est nécessaire d'émanciper les femmes par l'éducation et la rationalité. Peu après avoir été congédiée de ce poste, elle décide d'embrasser une carrière littéraire.

Elle s'installe alors à Londres pour vivre de sa plume, une gageure à cette époque pour une femme. L'éditeur, Joseph Johnson, l'engage en tant que critique littéraire. Les ouvrages qu'elle recense élargissent son horizon et elle fréquente l'élite intellectuelle londonienne et deux personnalités particulièrement progressistes la marquent : Thomas Paine, pamphlétaire radical, adepte enthousiaste des thèses révolutionnaires qui avaient cours en Amérique et en France et le philosophe William Godwin, un des premiers représentants de la pensée socialiste qui affirme une doctrine proto-anarchiste. C'est dans un tel contexte qu'elle s'emploie à dénoncer le despo-

tisme et les discriminations dont les femmes sont victimes. Elle en attribue la responsabilité au patriarcat. Rejetant l'ordre de l'oligarchie aristocratique, Mary Wollstonecraft se forge une première conscience de la classe ouvrière. Son radicalisme va exercer une influence considérable sur le monde du travail.

En 1790, alors âgée de 31 ans, Mary Wollstonecraft fait une entrée remarquée sur la scène intellectuelle avec *Défense des droits des hommes*, ouvrage qui contribue à enflammer la guerre des pamphlets pour ou contre la Révolution française menée en Grande-Bretagne. L'ouvrage est une satire politique inspirée par ses *Réflexions sur la Révolution en France* dans lequel elle s'en prend aux privilèges héréditaires, attaque la monarchie et prône le républicanisme.

Il règne alors à Londres, un engouement pour ce qui se passe à Paris et fin 1792, désireuse d'être en personne témoin de la fièvre révolutionnaire, elle embarque pour la France où elle reste environ deux ans, jusqu'à la montée des violences en 1795. Sans être mariée, elle tombe rapidement enceinte. Elle se retrouve donc seule avec son bébé au beau milieu du tumulte qui suit 1789. Ses tribulations ne l'empêchent nullement de poursuivre ses activités littéraires et de faire l'apologie des événements qui se déroulent sous ses yeux.

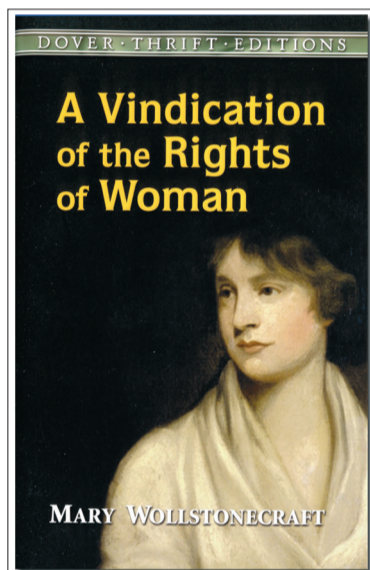
Souvent considérée comme son œuvre féministe la plus radicale, *Maria ou le malheur d'être femme* conte l'histoire d'une femme emprisonnée dans un asile d'aliénés par son mari. L'auteure se centre sur les « torts » faits par la société à la femme et met en cause l'institution patriarcale du mariage. Le roman est par ailleurs novateur par sa célébration de la sexualité féminine, ainsi que par un sen-

timent d'identité qui transcende les classes sociales. *Le malheur d'être femme* est ce qu'on appelle à la fin du XVIII^e siècle un « roman jacobin », un récit philosophique faisant l'apologie des idées de la Révolution française. Elle y fait usage du dialogue philosophique et par une patiente déconstruction des représentations de la féminité, elle démonte l'idéologie du mariage, dans laquelle les femmes sont des biens échangeables, réduites à l'état d'objets et privées de leurs droits naturels.

Deux ans plus tard, en 1792, elle écrit ce qui est devenu son œuvre la plus célèbre,

Défense des droits de la femme. Elle y affirme que les femmes doivent recevoir une éducation fondée sur la raison et non pas sur la tradition. Elles sont à même de penser en toute clarté et méritent, de ce fait, l'accès à l'éducation. *Lettres écrites lors d'un court séjour en Suède, en Norvège et au Danemark*, 1796 est un récit de voyage en vingt-cinq lettres rédigées dans un style très personnel, la dernière œuvre parue du vivant de l'auteure.

Elle plaide ici encore toujours pour l'émancipation des femmes, insistant aussi sur les effets nocifs du commerce sur la société. Elle est d'avis que le commerce « abrutit » l'esprit et nourrit chez ceux qu'y s'y livrent une propension à l'égoïsme. Le commerce devrait être, pense-t-elle, « *régulé par des idées de justice et d'honnêteté, et dirigé vers les idéaux d'indépendance et de bienveillance* » Cette brève carrière n'a pas laissé d'influencer des personnalités aussi éloignées politiquement que Virginia Wolf ou Emma Goldman. Ses positions anti esclavagistes et sa critique de la marchandisation connaîtront un retentissement prolongé jusqu'à nos jours. ■





Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

« Le terrain belge est depuis longtemps réceptif aux ingérences U.S. »
Samuel Legros • pp. 2-4

ACTUALITÉ

Le bloc-notes du DR
Vladimir Caller • p. 5

SOCIAL

Migrants (et navetteurs) de tous pays, unissez-vous !
Martin Willems • pp. 6-7

Sans papiers et militant politique : la double peine
Marie France Deprez • p. 7

Réforme des pensions : reflet d'une fracture sociale
Bernard Lefevre • pp. 8-9

INTERNATIONAL

Élections au Mexique : une sortie possible du modèle actuel ?
Clément Crucifix • pp. 10-11

Venezuela : une victoire dans une bataille qui ne s'arrête jamais
Marco Teruggi • p. 12

Les jeunes Colombiens veulent prendre le pouvoir
Paul-Émile Dupret • p. 13

En Pologne, l'anticommunisme à marche forcée
Jacques Kmiecik • p. 14

FÉMINISME

Mary Wollstonecraft, une femme révoltée
Marc Pierret • p. 15

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.
Bruxelles : Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • La Borgne Agasse, 30 rue Anoul, 1050 Ixelles • Aurora, 34 avenue Jan Volders, 1060 Saint-Gilles • Joli Mai, 28 rue de Roumanie, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles. **Charleroi** : Librairie

Lejeune, Place Sabatier, 6031 Monceau-Sur-Sambre. **Gand** : De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière** : Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège** : Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons** : Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur** : Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai** : Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre** : Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter ?

dr@particomuniste.be

www.ledrapeaurouge.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 0477 23 70 58 • 02 347 74 27

Abonnement annuel : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

ATTENTION ! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !

